



SEPTEMBRE - OCTOBRE 1994
SEPTEMBER - OCTOBER

CROCODILE

Lettre aux Parlements d'Europe - Fondée par Altiero Spinelli • Letter to the Parliaments of Europe - Founded by Altiero Spinelli

Ciao Emanuele
Farewell Emanuele p. 3

Who is afraid of a Federal Constitution?
Qui a peur d'une constitution fédérale? p. 4

L'Europe à géométrie variable
Variable Geometry Europe p. 6

Les Etats-Unis d'Europe
The United States of Europe p. 15

Victor Hugo

Trois questions sur le noyau dur

Le document de « réflexions » sur la politique européenne, diffusé conjointement par la CDU et la CSU le 1er septembre 1994, a eu le mérite d'affirmer certains principes, que la majorité des gouvernements nationaux et le PE avaient peut-être oublié. Il s'agit de:

- * la création de l'ECU. Elle représente le noyau dur de l'Union européenne et sa création doit être effectuée aux échéances prévues par le traité de Maastricht entre les pays dont les conditions économiques sont conformes aux critères établis en 1991 (noyau dur monétaire);
- * la politique étrangère et de sécurité. Elle représente un intérêt prioritaire de l'Allemagne y compris son évolution vers un système intégré de défense (noyau dur militaire),
- * les institutions communes. Elles doivent évoluer vers un système fédéral, avec un gouvernement de l'Union, un PE co-décideur et un Conseil des Etats (noyau dur institutionnel);
- * l'entrée en vigueur de la constitution fédérale. Aucun Etat peut obliger un autre partenaire d'entrer dans le noyau dur, mais aucun Etat peut empêcher une majorité de passer outre le principe de l'unanimité communautaire.

Le document CDU/CSU a provoqué la réaction négative des Etats qui n'ont pas été insérés dans

Three Questions about the Hard Core

The « discussion » document on European policy issued jointly by the CDU and the CSU on 1 September 1994 has the merit of stating certain principles which the majority of national governments and the European Parliament had perhaps forgotten. These are:

- * the establishment of European currency union. This represents the hard core of European Union and, as amongst the countries whose economic conditions meet criteria established in 1991, it has to be realised according to the timetable laid down in the Maastricht Treaty (monetary hard core);
- * foreign and security policy. This represents a priority interest for Germany including evolution towards an integrated defence system (military hard core);
- * common institutions. These are to develop towards a federal system with a Union government comprising a European Parliament with co-decisional powers and a Council of States (institutional hard core);
- * the coming into force of the federal constitution. No Member State may oblige another partner to join the hard core, but no state may prevent a majority of states from passing beyond the principle of Community unanimity.



la liste du premier noyau dur et notamment celle du gouvernement Berlusconi.

Nous essayons de contribuer au débat suscité par le document CDU/CSU en posant trois questions sur le développement du noyau dur :

- * en 1996, la priorité devra être donnée à l'accord unanime des Seize ou à l'urgence de doter l'Union d'une défense commune, d'un Parlement co-décideur, d'un gouvernement fédéral et d'une monnaie unique ?
- * si une minorité des Seize devait rejeter cette urgence, on doit accepter la méthode française de l'Europe « à la carte » ou on doit étudier un système institutionnel « à géométrie variable », qui permette à la majorité de créer un noyau (ou cercle) plus intégré sur le plan monétaire, militaire et constitutionnel au sein de l'Union de Maastricht ?
- * dans ce dernier cas, la majorité doit « dénoncer » le traité de Maastricht et élaborer un nouveau projet global d'Union (c'était l'hypothèse envisagée par M. Mitterrand après le « non » danois au traité de Maastricht) ou négocier avec la minorité les conditions et les temps de la cohabitation politique et institutionnelle de la nouvelle Union avec celle élaborée par les Douze (c'était l'hypothèse dessinée par Altiero Spinelli en 1984) ?

Les réponses à ces trois questions nous semblent préalables à toute réflexion sur les contenu de la révision en 1996.

The CDU/CSU document was met with a negative reaction from the States who were not included in the list of the first hard core, and notably by the Berlusconi government.

We wish to contribute to the debate stimulated by the CDU/CSU document by posing three questions on the development of the hard core:

- * *In 1996 will priority have to be given to unanimous agreement amongst the sixteen, or to the urgency of equipping the Union with a common defence, with a parliament with co-decisional powers and with a federal government with a single currency?*
- * *Should a minority of the sixteen reject this urgency, must one then accept the French method of Europe « à la carte » or must one study a variable geometry institutional system which would enable the majority to create a core or circle with greater monetary, military and constitutional integration at the heart of the Maastricht Union?*
- * *In the last case, must the majority denounce the Treaty of Maastricht and work out a new global project for Union (this was the hypothesis envisaged by Monsieur Mitterrand after the Danish « no » to the Treaty of Maastricht) or must one negotiate with the minority the conditions and the timetable for political and institutional cohabitation in the new Union with that elaborated by the Twelve (this was the plan drawn up by Altiero Spinelli in 1984)?*

It seems to us that the answers to these questions must be given before thoughts turn to the content of the 1996 revision.



CROCODILE

Rédacteur en chef : Joannis Papageorgiou.

Secrétaire de rédaction : Laura Autore.

Lettre bimestrielle, fondée par Altiero Spinelli, Felice Ippolito et Pier Virgilio Dastoli en octobre 1980 pour soutenir l'action du Club Crocodile et l'élaboration du projet de Traité instituant l'Union européenne par le Parlement européen. Publiée en français et en anglais, avec le soutien du Club Crocodile pour l'Union européenne et la collaboration des Intergroupes parlementaires fédéralistes.

Co-présidents : John Pinder et Francesco Gui.

Ont collaboré à cette Lettre : Scott Crosby, John Pinder, Adrian Taylor.

Direction : rue Froissart 119, Bte 23, B-1040 Bruxelles, tél. 284 33 41, Fax 284 90 29.

Imprimée par : Imprimerie De Beys, chaussée de Waterloo 1245, B-1180 Bruxelles, tél. 374 17 25, Fax 374 44 62.

Crocodile est envoyé à tous ceux qui acceptent de participer aux frais de rédaction, de traduction, d'impression et de diffusion, moyennant une contribution de 2000 FB (minimum) par an, à verser en faveur du Club Crocodile pour l'Union européenne, BBL 310-0586677-10, Bruxelles.

L'idée graphique de Crocodile a été imaginée et dessinée par **Sergio Ruffolo**.

Lettres publiées depuis octobre 1980 : 54.



Ciao Emanuele

Dans une Europe qui veut tout comptabiliser, quelle est la valeur de la perte de l'exemple civique, de la pensée politique, de la passion clairvoyante d'Emanuele Gazzo ?

Merci, Emanuele, pour la synthèse d'idéalisme et de pragmatisme qui a constitué le fondement de ta personnalité. Merci pour ton impatience, pour ta capacité de comprendre le point central d'un problème, pour ton obstination de témoin et d'acteur, qui n'a pas été capable de dissocier le plaisir de comprendre de la responsabilité de proposer. Merci pour la franchise de ton discours essentiel, pour ta confiance dans la raison.

Emanuele n'a pas été un utopiste. L'utopie - cette idée qui n'est dans aucun lieu - est plutôt celle de l'Europe qui n'a pas la force politique d'exister.

Emanuele nous a appris de ne pas désespérer. Jamais. Nous avons appris de lui la stupidité de la résignation et la joie de l'espoir.

Nous devons reprendre, sans lui, le chemin de la responsabilité et de l'action.

A la rédaction de l'Agence Europe

A ma rentrée du congé, j'ai appris avec consternation le décès d'Emanuele Gazzo. Dorénavant, des milliers de responsables européens devront se résigner à lire l'irremplaçable Agence Europe sans le fil conducteur de l'interprétation des événements qu'en a donné pendant quarante ans Emanuele Gazzo. Or, ce fil conducteur nous fera cruellement défaut. Il suffit de songer aux idées de M. Balladur et à la suggestion de la CDU: faut-il y voir un progrès sur la voie des objectifs des pères fondateurs ou une cassure inacceptable de l'Union européenne ? Emanuele Gazzo nous aurait donné une réponse inspirée de l'intérêt général de l'Europe qu'il cherchait à dégager dans ses éditoriaux au-delà des intérêts particuliers de chaque pays.

Emanuele Gazzo savait crier « casse-cou » lorsque les événements donnaient l'impression que la Communauté s'écartait de ses objectifs, mais il savait aussi éviter de tomber dans l'euro-pessimisme ambiant lorsque les décisions communautaires ne correspondaient pas aux attentes des européistes les plus engagés.

Il était jugé trop prudent par les fédéralistes à appellation contrôlée et trop fédéraliste par les européens plus tièdes: c'est bien la preuve qu'il suivait sa propre interprétation européenne des événements et qu'il ne tombait pas dans la tentation du sectarisme. Il suffit de penser à ses derniers éditoriaux sur la désignation du Président Santer qui allaient à contre-courant de certaines réactions de la presse européenne.

Emanuele Gazzo n'était pas non plus, contrairement à ce que certains commentateurs auraient voulu accrédi-ter, le porte-parole officieux de la Commission ou des institutions communautaires. S'il défendait la Commission devant les tentatives d'en

Farewell Emanuele

In a Europe where everything has a price, what is the value of the loss of civic example, political thought and farseeing passion of Emanuele Gazzo?

Thank you Emanuele, for your synthesis of idealism and pragmatism which was the very basis of your character. Thank you for your impatience, for your capacity to understand the central point of a problem, for your continuous presence as witness and actor, for your refusal to separate the pleasure of understanding from the responsibility of proposing. Thank you for your frank speech and your confident reason.

Emanuele was no utopian. Utopia - this ideal which can be found nowhere - is instead that of a Europe which does not have the political force to exist.

Emanuele, we have learnt not to despair. Never. We have learnt instead from him the foolishness of inaction and the joy of hope. We should continue, without him, the way of responsibility and action.

To the Editor of Agence Europe

On my return from holiday, I learnt of Emanuele Gazzo's death with great consternation. Henceforth, thousands of European decision takers will be forced to read the irreplaceable Agence Europe without the guiding light of Emanuele Gazzo to interpret the events as he has done over the last forty years. And the absence of his guiding light will be felt cruelly. One just has to think of the ideas presented by Mr Balladur and the CDU's proposals. Should they be seen as continuing the path of the founding fathers or as an unacceptable breaking up of the Union? Emanuele Gazzo would have given us a reply, inspired by the general interest of Europe, which he sought to present in his editorials, thereby going beyond the interest of each individual country.

Emanuele Gazzo knew when to blow the whistle on a project if events looked as if they were leading the Community away from its objectives, but he also knew how to avoid falling into the prevailing europessimism when Community decisions did not reach the expectations of committed Europeans.

He was considered too prudent by out and out federalists and too federalist by less ardent Europeans: proof that he followed his own interpretation of events, and that he did not fall into the trap of narrow minded sectarianism. We only need to look at his editorials on the designation of Jacques Santer to see how he went against the prevalent reactions in most European papers.

Emanuele Gazzo was not, as some commentators tried to make out, the unofficial spokesman for the Commission or the Community Institutions. If he defended the Commission against various



faire le bouc émissaire des difficultés nationales, il ne se privait pas pour autant d'exprimer des avis divergents: il suffit de rappeler sa critique constante d'un élargissement sans approfondissement et sans réforme des institutions. L'histoire prouvera s'il avait raison.

Avec sa disparition, les européens convaincus n'ont pas perdu uniquement la « mémoire de l'Europe », mais aussi l'une des principales consciences qui inspiraient leur action. Il faut souhaiter que ce vide soit rapidement comblé et que d'autres européens engagés dans l'action pour l'intégration fédérale de l'Europe reprennent le flambeau.

Un fonctionnaire européen

Qui a peur d'une constitution fédérale ?

Quelqu'un prétend que, face aux crimes perpétrés devant sa porte, l'Europe ne doit pas se permettre le luxe d'avoir des débats (jugés académiques) sur sa constitution. Cela est faux. Ce qui se passe dépend de l'incapacité du monde civilisé de réagir. L'une des causes de cette incapacité est l'absence de cadres institutionnels permettant la décision. Rappelons-nous 1914: la sécurité était confiée à la politique des alliances. Résultat: la première guerre mondiale. Après laquelle on créa la Société des Nations. Jean Monnet, qui en était un des fonctionnaires, la quitta ayant constaté qu'elle était « impuissante à régler les problèmes les plus simples comme à sanctionner les agressions les plus odieuses ». Résultat: la deuxième guerre mondiale. Après laquelle on créa les Nations Unies, où les délibérations du Conseil de Sécurité sont conditionnées par le droit de veto attribué à quelques grandes puissances: on voit comment ses résolutions sont appliquées. La paix en Europe a été maintenue, transformée en « guerre froide », grâce à l'équilibre de la terreur garanti par la plus grande alliance qui n'ait jamais existé: l'Alliance atlantique. En 1948, les Européens réunis à La Haye préconisaient quand même la création d'une identité européenne. Celle-ci se matérialisa d'abord par la création du Mouvement Européen et ensuite par celle du Conseil de l'Europe, dont Spaak présida l'Assemblée parlementaire. Mais le 11 décembre 1951, il quittait cette présidence car, déclara-t-il à l'Assemblée ébahie: « J'ai fait une constatation qui m'a rempli d'une grande tristesse: j'ai été étonné de la somme de talents que l'on dépense dans cette Assemblée pour expliquer qu'il ne fallait pas faire quelque chose ».

Par cela nous ne disons pas que quelqu'un devrait quitter le fauteuil qu'il occupe: mais lorsqu'on a des convictions, on les défend avec dignité et cohérence.

Poser le problème de la nécessité d'une constitution européenne, signifie faire savoir aux citoyens que la Communauté se trouve dans une impasse, car elle est sous la menace de ne plus être en mesure de décider, même dans les matières où l'efficacité de son action est incontestable.

Personne ne propose de modèles ou exemples à suivre, mais il est toujours intéressant d'essayer de

efforts to make it the scapegoat for national difficulties, he nevertheless did not hesitate to express points of difference. One just has to think of his constant criticism of enlargement without deepening and institutional reform. History will show if he was right.

With his passing away, convinced Europeans, will not only have lost « the memory of Europe » but also one of the main beacons who inspired their actions. We can only hope that other Europeans committed to a federal type integration of Europe will quickly take up the torch.

A European Official

Who is Afraid of a Federal Constitution?

It is claimed that, confronted by the crimes perpetrated at its door, Europe must not allow itself the luxury of debates (deemed « academic ») on its constitution. This is wrong. What is happening depends on the civilised world's inability to act. One of the reasons for such inability is the lack of institutional frameworks for decisions. We recall 1914: security was entrusted to a policy of alliances. This resulted in the First World War. After that, the Society of Nations was created. Jean Monnet, who was one of the officials, left it as he said it was « as powerless in settling the simplest problems as it was in punishing the most odious aggressions ». Result: the Second World War. After this the United Nations was created where Security Council deliberations are conditioned by the right of veto attributed to several large powers: one sees how its « resolutions » are implemented. Peace in Europe has been maintained, changed into a « cold war », thanks to the « balance of terror » guaranteed by the largest « alliance » that has ever existed: the Atlantic Alliance. In 1948, the Europeans met in The Hague where they nevertheless recommended a « European identity ». This first of all materialised with the creation of the European Movement and then by the Council of Europe of which Spaak presided the Parliamentary Assembly. But, on 11 December 1951, he gave up presidency as, he told the astonished Assembly, « I have noted something that has made me very sad: I am surprised at the talent used in this Assembly to explain that one should not do anything ».

We are not saying here that one should necessarily give up the chair he is sitting on: but when one has convictions, one defends them with dignity and coherence.

Raising the problem of a need for a European constitution means letting citizens know that the Community is in an impasse because it is facing the threat of no longer being capable of decision-making, even in areas in which the effectiveness of its action is undeniable.

No one is proposing a model or example, but it is interesting to try to understand the factors that



comprendre les facteurs qui ont poussé le peuple américain à choisir, à un moment donné, un certain modèle et pourquoi ce modèle a fonctionné. Le débat de ratification a été la deuxième phase d'un processus dont la première phase avait été l'élaboration du projet par la commission constitutionnelle entre mai et septembre 1787. Alors que cette première phase avait été couverte par le secret, la deuxième fut ouverte au public et elle connut des marges très étroites. Il suffit de noter que la Virginie ratifia avec une marge de 10 voix sur 168; l'Etat de New York ratifia par 30 voix à 27, Rhode Island par 34 à 32 (tout ça bien plus mauvais que la ratification de Maastricht). Mais les constituants avaient été prudents: l'entrée en vigueur serait acquise lorsque 9 des 13 Etats auraient ratifié. Or l'objectif fut atteint et le processus clôturé, le 21 juin 1788, mais la Virginie et New York ne ratifièrent qu'un mois plus tard, la Caroline du Nord en novembre 1789 et Rhode Island en mai 1790. Donc, pas de blocage à la danoise. Le débat se déroula essentiellement entre ceux qui croyaient dans l'Etat souverain et ceux qui voulaient unir les Etats par un fort gouvernement commun. La constitution de 1787 ne fut pas une révélation, mais le fruit d'un débat qui en principe n'avait que le but d'amender la constitution de la Confédération, qui ne fonctionnait pas parce que, par exemple, les délibérations en matière de commerce extérieur se prenaient à l'unanimité. La coupure avec le passé était énormément plus facile aux anciennes colonies fédérées qu'aux Etats européens, chacun avec son histoire. Mais le problème est, au fond, le même: choisir de donner une chance à l'avenir. Est-ce que les Européens, confrontés aux bouleversements que connaissent le monde et leur continent, refuseraient de faire un tel choix ?

led the American people to choose a certain model at a given moment and why this model has worked. The debate over ratification was the second phase of the process. The first phase was preparation of a draft constitution by the Constitutional Committee between May and September 1787. While the first phase had been cloaked in secrecy, the second was open to the public and it succeeded by very narrow margins. It is enough to recall that Virginia ratified with a margin of ten votes out of 168, the State of New York by 30 to 27 and Rhode Island by 34 to 32 (all of which is far worse than ratification of Maastricht!). But the partisans of the Constitution had been cautious: it would enter into force, they had provided, when nine of the 13 states had ratified. The objective was attained and the process completed on 21 June 1788, but Virginia and New York did not ratify until a month later. North Carolina in November 1789 and Rhode Island in May 1790. Thus, no Danish-style « deadlocking ». The debate took place essentially between those who believed in the sovereign state and those who wished to unite the states under a strong common government. The Constitution of 1787 was not a « revelation » but the result of a debate which theoretically only had the objective of amending the Constitution of the Confederation, which did not work because, for example, decisions on foreign trade matters were taken... unanimously. The break with the past was tremendously easier for the former federate colonies than for the European states, each with its history. But the problem is fundamentally the same: choosing to give the future a chance. Will Europeans, confronted with upheavals around the world and on their continent, refuse to make such a choice?

Emanuele Gazzo

(February 1994)

« Nous sommes bien conscients du fait qu'en vous écrivant en français et en anglais, qui ne sont ni l'une ni l'autre notre langue maternelle, nous risquons de commettre des fautes linguistiques plus au moins graves, et nous imposons, d'autre part, un effort supplémentaire à nous-mêmes qui écrivons et à quelques-uns d'entre vous qui nous lisez. Mais c'est là le destin de toute langue qui devient « koiné diálektos », « lingua franca ». Il en a été ainsi, par exemple, du latin et du grec, lorsqu'ils sont devenus les deux langues de communication courantes dans l'Empire romain. Veuillez donc, chers lecteurs, accepter de bonne grâce la médiocrité de notre langue. De notre côté, nous nous efforcerons de dire des choses qui méritent d'être lues. »

« We are aware that by writing to you in French or English, neither of which is our mother tongue, on the one hand we run the risk of making some serious grammatical mistakes, while on the other hand we are putting an additional strain on ourselves as authors, as well as on some of our readers. But that is the fate of any language which becomes a « koiné diálektos », a « lingua franca ». It happened, for example, in the case of Latin and Greek, when they became the two languages for everyday communication in the Roman Empire. Thus we ask our readers to make allowances for our mediocre prose. For our part, we promise to write things deserving to be read. »

(Altiero Spinelli, « Crocodile », octobre 1980)



6 L'Europe à géométrie variable... et les autres modèles de « rupture » du cadre communautaire

Plusieurs expressions ont été utilisées pour décrire une situation en vertu de laquelle les Etats membres de la Communauté ou certains d'entre eux pourraient chercher à s'écarter des règles fixées dans les traités, voire à les éluder ou à les appliquer de manière modulée dans le temps afin de progresser dans la voie de l'intégration européenne.

L'Europe à la carte

Elle a été lancée en France au début des années soixante. Chaque Etat est plus ou moins libre, dans le cadre d'une coopération avec les partenaires appropriés, d'agir à sa guise ou de ne pas agir : l'objectif de l'intégration n'est pas présent et tout acte juridique est absent dans le cadre communautaire.

L'Europe à deux vitesses

Willy Brandt fut un des premiers dirigeants politiques à aborder la notion d'Europe à deux vitesses en novembre 1974. Dans son rapport au Conseil européen sur l'Union européenne, élaboré en décembre 1975, Léo Tindemans introduisit l'idée de calendriers différents pour la réalisation d'objectifs, ayant fait l'objet d'un accord unanime, relatifs à la politique économique et monétaire. Il examinait en fait les possibilités de consolider et d'élargir le dispositif du serpent monétaire, possibilités qui firent finalement l'objet d'un accord des neuf Etats membres en décembre 1978 avec la création du Système monétaire européen. A la fin de 1978, les neuf Etats membres s'étaient mis d'accord sur les objectifs et les modes de fonctionnement du SME. Le gouvernement britannique fut cependant autorisé à tenir la Livre Sterling en dehors du système jusqu'à une date ultérieure et le gouvernement italien à utiliser une marge d'oscillation de la Lire plus large que les autres monnaies.

La création du SME ouvra une polémique sur les mesures de soutien aux économies les plus faibles et sur le budget de la Communauté ainsi qu'un conflit entre les gouvernements nationaux et le Parlement européen élu pour la première fois. Le Conseil européen, réuni à Luxembourg en mai 1980, s'avéra incapable de se mettre d'accord sur des problèmes fondamentaux comme la politique agricole commune et la contribution budgétaire du Royaume-Uni. Cet échec aboutit au « mandat du 30 mai 1980 », donné à la Commission Thorn, de rechercher des solutions à ces problèmes ainsi qu'à d'autres problèmes importants auxquels la Communauté était confrontée. A la suite de cet échec, il fut rapporté que les gouvernements français et allemand examinaient les modifications

Variable Geometry Europe... and the other models of « breaking off » of the Community

There are nine terms at last in use at present to describe a situation in which Member States of the Community, or some of them, may seek to vary, or even to by-pass, the rules set down in the Treaties, or to apply them on variable time-scales, in order to make progress to European integration.

Europe « à la carte »

The idea of Europe « à la carte » was launched in France at the beginning of the 60s. The concept is that each State is, within a context of cooperation with appropriate partners, more or less free, that is free to act or not to act as it pleases. The objective of integration is non-existent and the Community may not adopt any legal act.

Two-speed Europe

Mr Willy Brandt was one of the first political leaders to discuss the concept of a « two-speed » in November 1974. Mr Leo Tindemans, in his report to the European Council on European Union, made in December 1975, introduced the concept of varying time-scales for the achievement of objectives agreed to by all in regard to economic and monetary policy. He was in fact discussing how the machinery of the currency « Snake » could be consolidated and extended, in a fashion which was eventually agreed by the Nine Member States in December 1978 in creating the European Monetary System. The British Government was nevertheless permitted to include the pound sterling in the System later on and the Italian Government to use a fluctuation margin of the Lira wider than the other currencies.

The creation of the EMS opened a polemic on the supporting measures for the weakest economies and on the Community budget as well as a conflict between national governments and the European Parliament, elected for the first time. The European Council, meeting in Luxembourg in May 1980, proved unable to agree on fundamental issues such as the Common Agricultural Policy and the British budgetary contribution. Its failure led to the Mandate of 30 May 1980 to the Thorn Commission to seek solutions to these and other major problems besetting the Community. In the wake of this failure, the French and German Governments were reported to be considering fundamental changes in the working of the Community, including a « two-speed Europe ».





fondamentales à apporter au fonctionnement de la Communauté, modifications qui englobaient une « Europe à deux vitesses ».

L'Europe à géométrie variable

C'est Jacques Delors, à l'époque président de la commission économique et monétaire du Parlement européen qui, s'exprimant au cours d'un colloque socialiste qui se tint à Rome les 5 et 6 mai 1980, présenta une proposition d'Europe à géométrie variable.

Quelques semaines plus tard, prenant la parole à Trèves le 20 juin, Raymond Barre évoquait la possibilité d'une Europe à géométrie variable. Il déclarait que la crise de la Communauté posait un problème fondamental: « si nous souhaitons avoir une Communauté organisée, faut-il contraindre tous les Etats membres à tout faire en même temps et de la même manière ? Au sein de l'énorme entité d'une Communauté à Douze, n'est-il pas concevable que puissent exister différents groupements fonctionnels comme le SME ?

L'Europe à géométrie variable est une expression normalement utilisée pour décrire une action commune d'Etats qui poursuivent des objectifs différents à des rythmes différents. Elle a été également appliquée à la participation par des Etats tiers à des projets tendant à l'intégration européenne, projets dont l'initiative venait d'un Etat membre de la Communauté européenne. La proposition française de coopération en matière de recherche - EUREKA - est un exemple de ce type de projet auquel certains Etats membres de l'AELE avaient été invités à participer.

L'Union et la Communauté

Le problème du rapport entre une Union plus intégrée et la Communauté européenne fut posé de la façon la plus complexe et la plus nette par l'article 82 du projet de traité instituant l'Union européenne, adopté par le Parlement européen le 14 février 1984. Cet article est libellé comme suit: « Le présent traité est ouvert à la ratification de tous les Etats membres des Communautés européennes. Lorsque le présent traité aura été ratifié par une majorité d'Etats membres des Communautés dont la population forme les deux tiers de la population globale des Communautés, les gouvernements des Etats membres ayant ratifié se réuniront immédiatement pour décider d'un commun accord des procédures et de la date d'entrée en vigueur du présent traité ainsi que des relations avec les Etats membres qui n'ont pas encore ratifié ». C'est à la demande de la commission institutionnelle qu'a été élaboré un document relatif à l'article 82 du projet Spinelli, dans lequel sont examinés cinq scénarios possibles, après la ratification du projet: 1. tous les Etats membres adhèrent à l'Union, celle-ci remplaçant la Communauté (scénario du remplacement); 2. certains Etats membres adhèrent à l'Union, les autres restant fidèles à la

Variable Geometry Europe

It was Jacques Delors, then chairman of the Economic and Monetary Committee of the European Parliament who, speaking at a socialist Colloquium in Rome on 5-6 May, put forward a proposal for a « variable geometry Europe ». He stated: « The attitude of the British stems from profound disagreements. I prefer to propose to them a variable geometry Europe rather than to see them deliberately moving away from the Continent of Europe ».

A few weeks later, speaking at Trier on 20 June, Mr Raymond Barre evokes the possibility of a multi-speed Europe. He said that the crisis of the Community gave rise to a fundamental question: « If we wish to have an organised Community, must all the Member States be obliged to do everything at the same time and in the same way? In the huge entity of a Community of Twelve, is it not conceivable that various functional groupings could exist, such as the EMS?

Variable geometry Europe is an expression normally used to describe a common action of States which pursue different objectives at different times. This idea was equally applied to the participation of Third Countries to projects aiming at European integration, projects whose initiative came from a Member State of the European Community. The French proposition of cooperation in the field of research - EUREKA A - is an example of this kind of project to which some EFTA Member States were invited to participate.

The Union and the Community

The problem of the relation between a more integrated Union and the European Community was posed in its most complex and its starkest form by Article 82 of the Draft Treaty on European Union, adopted by Parliament in February 1984, which reads as follows: « The Treaty shall be open for ratification by all the Member States of the European Communities. Once this Treaty has been ratified by a majority of the Member States of the Communities whose population represents two-thirds of the total population of the Communities, the governments of the Member States which have ratified shall meet at once to decide by common accord on the procedures by and the date on which this Treaty shall enter into force ». The Committee on Institutional Affairs has commissioned a text relating to Article 82 of the draft Treaty on European Union which discussed five possible scenarios following ratification of the Treaty in terms of the provisions of Article 82: 1. all EC States accede to the EU, which thus takes the place of the EC (replacement); 2. some EC States accede to the EU, the others remain in the EC (co-existence); 3. the EU takes on new functions in



Communauté (scénario de la coexistence); 3. l'Union assume la responsabilité de nouveaux domaines par rapport à la Communauté (scénario du complément); 4. l'Union assume également la responsabilité des domaines qui sont du ressort de la Communauté (scénario de la concurrence); 5. certains Etats membres adhèrent à l'Union, les autres proclamant d'un commun accord la dissolution de la Communauté (scénario de l'association).

De l'avis général des commentateurs, ce cinquième scénario serait le plus vraisemblable parce qu'il ne poserait pas des problèmes juridiques et que l'association répond au mieux aux intérêts de tous les Etats concernés. Les auteurs du document avaient attiré l'attention sur le parallèle existant avec la constitution de l'OCDE. Dans ce cas aussi, une partie seulement des Etats membres de l'organisation précédente (l'OECE) avait adhéré à l'OCDE. La majorité des auteurs préconisaient une association comme forme de coopération entre l'Union et les Etats membres de la Communauté n'ayant pas adhéré.

L'Union à participation différenciée

Article 35. « La loi peut subordonner à des délais, ou accompagner de mesures de transition différenciées selon le destinataire, la mise en oeuvre de ses dispositions lorsque l'uniformité d'application de celles-ci se heurte à des difficultés particulières dues à la situation spécifique de certains de ses destinataires. ces délais et mesures doivent néanmoins viser à faciliter l'application ultérieure de l'ensemble des dispositions de la loi à tous ses destinataires. »

Cet article permet de ne pas imposer à tous les destinataires l'application immédiate et uniforme de la loi, elle-même peut prévoir des délais et des mesures de transition différenciées en faveur de certains destinataires, mais à seule fin de parvenir, ultérieurement, à une application uniforme par tous. En somme, l'article 35 prévoit la possibilité de faire temporairement exception au principe d'application uniforme et générale des lois.

Le Parlement européen a repris ainsi des conceptions qui ont déjà été exposées dans le rapport Tindemans du 29 décembre 1975.

L'Union européenne « entre ceux qui le voudront »

Prenant la parole au cours de la dernière période de session du premier Parlement élu, le 24 mai 1984, le Président Mitterrand - s'exprimant en tant que président du Conseil européen, parla des différentes hypothèses de réalisation de l'Union européenne: « d'aucuns ont parlé d'une Europe à plusieurs vitesses ou à géométrie variable. Cette démarche, qui traduit une réalité, s'impose. On veillera à la rendre complémentaire et non pas concurrente de la structure centrale, qui reste la

comparison with the EC (supplementation); 4. the EU also takes on functions of the EC (competition); 5. some EC States accede to the EU, the others declare the EC dissolved by common accord (association).

The general opinion amongst authors is that, for practical reasons, the fifth of these scenarios would be the most likely to occur because, since it is legally unproblematic, it best meets the interests of all the States involved through the possibility of association. Authors draw attention in this context to the parallels with the founding of the OECD. There too, only some Member States of the previous organisation, the OEEC, joined the OECD. The general view amongst authors favours associations as a mean of further cooperation between the EU and the States that have not acceded to it.

The Differentiated Participation Europe

Article 35. « A law may subject to time limits, or link to transitional measures, which may vary according to the addressees, the implementation of its provisions where uniform application thereof would encounter specific difficulties caused by the particular situation of some of its addressees. However, such time limits and measures must be designed to facilitate the subsequent application of all the provisions of the law to all its addressees. »

This article allows for the possibility of deferring immediate and uniform implementation of a law by all the addressees if specific problems make this necessary. The law itself can therefore provide for different transitional periods and measures for individual addressees, with the ultimate aim, however, of ensuring uniform application by all the addressees. Art. 35 there allows for temporary exemption from the uniform and general application of new laws governing common actions.

The European Parliament is here taking up an idea which was clearly expressed in the Tindemans report of 29 December 1975 and in subsequent works.

The European Union for the willing

In an address to the last session of the first directly-elected Parliament, in May 1984, President Mitterrand, speaking as President of the European Council, talked about various hypothesis of the realisation of the European Union: « Some people have talked about a Europe of different speeds or variable geometry. Such a step, which reflects a real situation, is one we must take. Care will be taken to ensure that it complements, rather than competes with, the central structure, the

Communauté. Chaque fois que de tels problèmes se sont posés, l'Europe a créé une nouvelle institution: et voici que votre Assemblée nous encourage à aller plus loin dans cette voie, en nous proposant un projet de traité instituant l'Union européenne. Ceux d'entre nous qui le voudront, observeront la même méthode que naguère ».

L'Europe à cercles concentriques

Elle repose sur une conception spatiale prédéterminée d'un ordre européen : on trouve en son centre les Etats membres (fondateurs de la CEE); viennent ensuite les Etats qui souhaitent l'intégration économique et enfin les Etats qui n'aspirent qu'à des formes de coopération plus simples. Il s'agit d'un concept géopolitique qui s'est développé en partie depuis la fin des années soixante et qui a été relancé par M. Delors comme réponse à la « Maison commune » de M. Gorbachev.

Les Britanniques et l'Europe à deux vitesses

Nous devons faire face au fait que quelque Etat Membre pourrait refuser de prendre part aux actions vers une Constitution fédérale, même si un noyau important d'Etats désire en commencer. Ces Etats du noyau dur devraient dans ce cas être prêts à entreprendre de telles actions tout en respectant les droits des autres sous les traités existants. Les Etats du noyau dur pourraient, donc, adopter entre eux-mêmes un Traité pour une Europe fédérale, allant au delà du Traité existant en prévoyant en plus:

- * un engagement sans équivoque d'établir l'UEM pour 1997;
- * un engagement d'établir une Union Européenne pour la Défense des Etats du noyau dur, avec ses propres institutions et instruments, y compris un Eurocorps élargi;
- * un délai pour passer au vote à la majorité parmi les représentants du Conseil du noyau dur sur des actions conjointes dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité et sur législation et action communes dans le domaine de la Justice et des Affaires Intérieures;
- * un accord pour soutenir, en tant que groupe, la nomination seulement parmi les citoyens des Etats du noyau dur du Président de la Commission et des commissaires responsables des affaires économiques et monétaires, des politiques étrangère et de sécurité et dans le domaine de la Justice et les Affaires Intérieures;
- * un accord à ne pas adopter de propositions de loi non approuvées par le Parlement Européen;
- * un engagement d'entreprendre un processus constituant avec les Etats Membres qui acceptent le but fédéral pour l'Union et d'adopter la constitution

Community. Whenever problems of this kind have arisen, Europe has created a new institution. and here is the House encouraging us to go further along this path by proposing a draft Treaty on European Union. The willing among us will choose the same method ».

Europe of concentric circles

This idea is based on a predeterminate geographic conception of European order in which one finds, at its core, the founding members of the EEC, followed by those States seeking economic integration and then by those States only interested in more flexible forms of cooperation. This is a geopolitical concept which has in part been developed since the 60s and which was relaunched by Mr Delors as his answer to the « Common European House » of Mr Gorbachev.

U.K. and two speed Europe

We have to face the fact that some member States may refuse to take part in the steps towards a federal Constitution although a substantial core of States wishes to undertake them. These core States should in that case be prepared to take such steps while respecting rights of the others under the existing treaties. The core States might thus conclude among themselves a Treaty for a Federal Europe, going beyond the existing Treaty by providing in addition for:

- * *an unequivocal commitment to establish the EMU by 1997;*
- * *a commitment to establish a European Defence Union of the core States, with its own institutions and instruments, including an expanded Eurocorps;*
- * *a timetable for moving to majority voting among the Council representatives of the core group on joint actions by them in the field of foreign and security policy and on joint legislation and action in the field of Justice and Internal Affairs;*
- * *an agreement to support as a group the nomination only of citizens of the core States for the President of the Commission and for the Commissioners responsible for the economic and monetary affairs, for foreign and security policy and for the fields of Justice and Internal Affairs;*
- * *an agreement not to vote to enact legislation which has not been approved by the European Parliament;*
- * *a commitment to undertake with those member States that accept the federal goal for the Union a constituent process and to adopt the*



fédérale lors qu'elle aurait été approuvée par les Etats Membres représentant au moins deux-tiers de la population de l'Union;

* une invitation permanente à tous les autres Etats Membres à adhérer au Traité pour une Europe Fédérale lors qu'ils seraient prêts d'accepter ses conditions et objectifs.

Le noyau dur, selon la CDU

Le développement institutionnel de l'UE par la Conférence intergouvernementale de 1996, doit se fonder sur les principes suivants :

* l'objectif doit être de renforcer la capacité d'action de l'UE et d'aménager ses fondements démocratiques et fédéraux.

* A cet effet, il importe de trouver une réponse au problème constitutionnel, c'est-à-dire à la question de savoir qui doit faire quoi. Cette réponse doit faire l'objet d'un document quasi-constitutionnel, délimitant clairement les compétences de l'Union européenne, de ses Etats membres et celles des régions tout en définissant les idées fondamentales sur les quelles repose l'Union.

* Ce document doit s'inspirer du modèle de la construction d'un Etat fédéral et du principe de subsidiarité non seulement en ce qui concerne à la fois la délimitation des compétences mais également la question de savoir si certaines tâches doivent être assumées par les pouvoirs publics, et donc aussi l'Union, ou être réservées à des groupements de la société. L'Allemagne, qui a demandé l'insertion du principe de subsidiarité dans le traité de Maastricht et jouit d'une certaine expérience à cet égard, est appelée à soumettre des propositions concrètes non seulement quant à l'application du principe de subsidiarité aux futures mesures de l'UE, mais aussi quant à l'adaptation des réglementations existantes à ce principe.

* Toutes les institutions existantes, Conseil, Commission, Présidence et Parlement européen, doivent être réformées. De nombreuses propositions ont déjà été faites à ce sujet, entre autres par le groupe parlementaire CDU/CSU. Les réformes doivent tendre vers une nouvelle conception de la pondération des institutions conférant progressivement au Parlement le caractère d'un organe législatif à égalité de droits avec le Conseil, ce dernier étant appelé à assumer, à côté d'autres tâches relevant essentiellement du domaine intergouvernemental, le rôle de seconde Chambre, c'est-à-dire de Chambre des Etats, la Commission exerçant les attributs d'un gouvernement européen.

federal Constitution once it has been approved by member States containing at least two-thirds of the population of the Union;

** a standing invitation to other member States to adhere to the Treaty for a Federal Europe when they are prepared to accept its term and objectives.*

John Pinder
Federal Trust

The Hard Core, according to CDU

The future development of the EU's institutions, which is on the agenda of the intergovernmental conference in 1996, should be based on the following principles:

** the Goal must be to strengthen the EU's capacity to act and to make its structures and procedures more democratic and federal.*

** To this end, the question of who does what must be answered. This should be done in a quasi-constitutional document which, in a clear language, describes the division of powers between the EU, the nation-states and the regions, and defines the fundamental values on which the Union is based.*

** This document must be orientated to the model of a « federal state » and to the principle of subsidiarity. This applies not only to the division of powers but also to the question of whether public authorities, including those of the Union, should perform certain functions or should leave them to groups in society. Germany, at whose request the principle of subsidiarity was incorporated in the Maastricht Treaty, and which has experience in applying it, is called upon to put forward recommendations not only on how the principle of subsidiarity can be applied to future measures of the EU but also on how existing regulations can be adapted to it.*

** All existing institutions - the Council, the Commission, the Presidency and the European Parliament - must be reformed. Numerous reform proposals have been put forward, among others by the CDU/CSU parliamentary group. The reforms must be geared to concepts for a new institutional balance, according to which the European Parliament will increasingly become a genuine law-making body with the same rights as the Council; the Council, in addition to performing tasks in the intergovernmental field in particular, will assume the functions of a second chamber, i.e. a chamber of the member states; and the Commission will take on features of a European government.*

In addition to greater efficiency, democratization must be acknowledged as the guiding principle of all reforms. Naturally, this applies first and foremost





A côté de l'accroissement de l'efficacité, la démocratisation de l'Union doit constituer le principe central, applicable aussi et surtout au Parlement européen, qu'il faudrait du reste inviter d'emblée à collaborer étroitement et en toute confiance à la préparation de la Conférence intergouvernementale de 1996. Parallèlement, et non pas en priorité, il convient d'accorder une importance de premier ordre à la participation des parlements nationaux à la formation de la volonté politique en Europe. S'agissant du Conseil, démocratisation est synonyme de meilleur équilibre entre le principe de l'égalité de tous les Etats membres, d'un côté, et le partage des voix en proportion du nombre d'habitants, de l'autre.

Le développement futur des institutions de l'UE doit allier à la fois cohérence et consistance, élasticité et flexibilité.

Les institutions de l'Union doivent être développées de manière à atteindre une élasticité capable de compenser les tensions inhérentes à une Communauté s'étendant du Cap Nord à Gibraltar et une différenciation suffisante pour tenir compte des capacités (et volontés) d'intégration différentes des pays. D'un autre côté, elles doivent être suffisamment stables pour permettre un renforcement de la capacité d'action de l'Union face à des défis particulièrement importants.

En dépit de difficultés juridiques et pratiques considérables, l'idée de « géométrie variable » et d'une Europe « à plusieurs vitesses » devrait être autant que possible entérinée et institutionnalisée dans le Traité sur l'Union ou le document quasi-constitutionnel mentionné plus haut. Sinon, l'Union restera limitée à une coopération intergouvernementale favorable à « une Europe à la carte ». La question de savoir si, en cas d'amendement du Traité de Maastricht, le principe de l'unanimité énoncé à l'article N devrait être remplacé par un quorum à spécifier, s'inscrit également dans ce contexte. Il est essentiel qu'aucun pays ne puisse opposer son veto et bloquer ainsi les efforts d'autres pays plus aptes et décidés à accroître leur coopération et intégration.

Le développement d'une approche flexible de l'intégration, telle que le prévoit le Traité de Maastricht pour l'Union monétaire et qui est déjà mise en oeuvre en dehors du Traité, dans le cadre de l'Accord de Schengen, paraît d'autant plus nécessaire que les difficultés du développement institutionnel mentionnées plus haut, déjà immenses dans la présente constellation, ne devraient pas diminuer à l'avenir comme l'ont montré les négociations sur l'adhésion à l'Union des Etats de l'AELE. Ce serait déjà considérable si l'on pouvait absolument éviter le surplace, et donc un recul du processus d'intégration.

Renforcement du noyau dur de l'UE

A côté de l'accroissement de l'efficacité décisionnelle au sein de l'Union européenne et de la démocratisation de la formation de la volonté politique, le noyau dur déjà constitué par les pays axés sur l'intégration et prêts à coopérer, doit être

to the European Parliament which is to be closely involved from the outset in the preparation for the intergovernmental conference in 1996. This should be accompanied - not preceded - by efforts to enhance participation by national parliaments in the decision-making process within the EU with regard to the Council, democratization means striking a better balance between the basic equality of all member states, on the one hand, and the ratio of population size to number of votes in the Council, on the other.

The further development of the EU's institutions must combine coherence and consistency with elasticity and flexibility. On one hand, they must be flexible enough to absorb and compensate for the tensions inherent in a Community stretching from the North Cape to Gibraltar and differentiated enough to cope with differences in member countries' ability (and willingness) to pursue further integration. On the other and, they must be strong enough to ensure that, even in the face of tremendous challenges, the Union retains its ability to act.

To achieve this, the « variable geometry » or « multi-speed » approach should as far as possible be sanctioned and institutionalized in the Union Treaty or the new quasi-institutional document, despite the considerable legal and practical difficulties involved. Otherwise, this approach will continue to be limited to intergovernmental cooperation, which might well encourage a trend towards a « Europe à la carte ». It must therefore be decided whether, in the case of amendments to the Maastricht Treaty, the principle of unanimity laid down in Article N should be replaced by a quorum yet to be more clearly specified. It is essential that no country should be allowed to use its right of veto to block the efforts of other countries more able and willing to intensify their cooperation and deepen integration.

Developing flexible approaches to integration, as envisaged for monetary union in the Maastricht Treaty and as already practised outside the Treaty within the framework of the Schengen Agreement, appears all the more imperative in view of the immense difficulties the above institutional changes will cause even with membership at its present level. As the negotiations on the accession of the EFTA countries showed, these difficulties are unlikely to diminish in the future. Just preventing a standstill in the process of integration, which would in fact constitute a step backwards, would be a major achievement.

Further strengthening the EU's hard core

In addition to ensuring that the decision-making process within the European Union becomes more efficient and democratic, the existing hard core of countries orientated to greater integration and closer cooperation must be further strengthened. At present, the core comprises five or six countries.



renforcé encore davantage. Actuellement, ce noyau dur comprend cinq ou six pays, mais il ne doit pas être fermé, il doit au contraire être ouvert à tout Etat membre désireux et capable de répondre à ses exigences.

Le noyau dur a pour tâche d'opposer un centre consolidé aux forces centrifuges dues à un élargissement constant, afin d'empêcher un développement divergent entre un groupe Sud-Ouest plus enclin au protectionnisme et dirigé en quelque sorte par la France, et un groupe Nord-Est favorable au libre-échange mondial et dirigé en quelque sorte par l'Allemagne.

Les pays du noyau dur doivent à cette fin non seulement participer à tous les domaines de la politique, ils doivent par ailleurs orienter d'un commun accord plus résolument leur action dans un sens communautaire et lancer plus d'initiatives communes visant à promouvoir le développement de l'Union. La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas doivent être par conséquent associés plus étroitement à la coopération franco-allemande, d'autant que les Pays-Bas ont révisé leur scepticisme quant à la fonction de ces deux pays en tant que force motrice de l'intégration européenne. La coopération entre les pays du noyau dur doit se concentrer en particulier sur les domaines ajoutés au Traité de Maastricht.

Dans le domaine monétaire on discerne également les signes d'une émergence d'un noyau dur de ces cinq pays. Avec le Danemark et l'Irlande, ce sont ces pays qui se rapprochent le plus des critères de convergence stipulés dans le Traité de Maastricht. Ceci est d'autant plus important que l'Union politique (et non pas un élément supplémentaire de l'intégration, comme on le croit souvent en Allemagne). Si l'Union monétaire doit être établie selon le calendrier prévu, elle ne s'appliquera tout d'abord qu'à un petit groupe de pays - conformément à l'alternative prévue par le Traité de Maastricht. Et même dans ce cas, elle ne sera achevée que si le noyau dur des cinq s'y attache systématiquement et résolument. A cette fin, ils devraient veiller à établir dans les domaines suivants :

- * politique monétaire
- * politique fiscale et budgétaire
- * politique économique et sociale

une plus grande coordination dans le but d'établir une politique commune, et ainsi - indépendamment des décisions formelles de 1997 et 1999 - jeter les bases d'ici là d'une union monétaire au sein du groupe.

Le groupe du noyau dur en Europe doit convaincre tous les membres de l'UE - en particulier l'Italie, membre fondateur, mais également l'Espagne et bien évidemment le Royaume-Uni - de leur volonté de les intégrer aussitôt qu'ils auront résolu certains de leurs problèmes actuels et dans la mesure où ils ont eux-mêmes la volonté de prendre les engagements mentionnés. La formation d'un noyau dur n'est pas un objectif en soi, mais un moyen de concilier des objectifs contradictoires - approfondissement et élargissement de l'Union européenne.

This core must not be closed to other member states; rather, it must be open to every member state willing and able to meet its requirements.

The task of the hard core is, by giving the Union a strong centre, to counteract the centrifugal forces generated by constant enlargement and, thereby, to prevent a South-West grouping, more inclined to protectionism and headed in a certain sense by France, drifting apart from a North-East grouping, more in favour of free trade and headed in a certain sense by Germany.

To this end, the countries of the hard core must not only participate as a matter of course in all policy fields, but should also be recognizably more Community-spirited in their joint action than others, and launch common initiatives aimed at promoting the development of the Union. Belgium, Luxembourg and the Netherlands must therefore be more closely involved in Franco-German cooperation - especially since the Netherlands, too, has revised its earlier sceptical attitude towards the essential function of these two countries as the driving force behind European integration. Cooperation among the core countries must focus in particular on the new policy fields added to the Treaty of Rome by the Maastricht Treaty.

In the monetary field, too, there are strong signs that a hard core of five countries is emerging. They (together with Denmark and Ireland) are the ones which come closest to meeting the convergence criteria stipulated in the Maastricht Treaty. This is especially important since monetary union is the cornerstone of political union (and not, as it often believed in Germany, an additional element of integration alongside political union). If monetary union is to be completed within the set timetable, it will encompass probably no more than a small number of countries - in line with the procedure outlined in the Maastricht Treaty. Even so, it will be completed only if the hard core of five work towards this objective systematically and with great determination. To this end, in the fields of:

- * monetary policy
- * fiscal and budgetary policy
- * economic and social policy

they should strive for ever closer coordination and aim to establish common policies, thereby - irrespective of the formal decisions taken in 1997 or 1999 - laying the foundations for monetary union among themselves by that time.

The core countries must convince all other members of the EU - in particular founder member Italy, but also Spain and, of course, Great Britain - of their unreserved willingness to involve them more closely as soon as they overcome their current problems and in so far as they themselves are willing to work towards the common objectives. The formation of a core group of countries is not an end in itself but a means of reconciling the two ostensibly conflicting goals of widening and deepening the European Union.





Si j'étais Président de la Commission

« Si j'étais Président de la Commission... » est une phrase très connue et souvent utilisée par les Grecs qui marquent ainsi le début de leurs rêveries et par laquelle ils apportent leur propre solution à tous les problèmes sous le soleil, dans le cas ils auraient eu le pouvoir de décision.

Cet article, écrit à la fin du Conseil Européen extraordinaire du 15 juillet 1994, où M. Jacques Santer a été nommé pour succéder à M. Jacques Delors en tant que Président de la Commission, a pour but de rappeler à M. Santer et aux lecteurs de cette lettre les priorités de la construction européenne, comme elles sont envisagées par les fédéralistes.

Si j'étais Président de la Commission, j'aurais vraiment honte de la manière par laquelle j'ai été élu. Je serais très conscient que j'ai obtenu ce poste parce que j'étais « anodin », nocif à personne et représentatif du plus petit dénominateur commun, une règle qui gouverne encore la plupart des décisions intergouvernementales de l'Union.

Si j'étais Président de la Commission, je serais scandalisé des manières antidémocratiques par lesquelles mon nom a été proposé et ceux des autres ont été retirés. Je serais fâché de savoir que des diplomates et des fonctionnaires d'Etat sans visage ont discuté, pondéré et déprécié mon nom, mes qualités et mon histoire partout dans l'Union européenne et dans les cafétérias autour du Berlaymont de Bruxelles, pendant que ni les citoyens de l'Europe qui ont voté aux élections européennes du mois de juin, ni leurs représentants élus au PE ne sachent rien de ces délibérations.

Si j'étais Président de la Commission, je serais profondément embarrassé de lire dans la presse que pour être élu j'ai souscrit tous points de vue divergents sur le futur de l'Europe et j'ai soutenu « tout et le contraire de tout » avec mes différents interlocuteurs, parce que je savais qu'une telle attitude pouvait seulement augmenter la méfiance des citoyens européens vers les institutions de l'UE. Si j'étais Président de la Commission, je me refuserais d'obliger mon successeur de subir le même avilissement dont j'ai souffert pour obtenir le poste. J'accepterais, donc, d'être nommé par le Conseil européen sous la condition que les négociations sans honte, qui se passent dans les coulisses, parmi les gouvernements, cessent et soient remplacées par un contexte ouvert, préélectoral parmi les candidats connus par les électeurs, les gouvernements et le PE.

Si j'étais Président de la Commission, j'engagerais le Conseil Européen à être d'accord, pendant la conférence intergouvernementale 1996, avec ma re-élaboration des articles importants du Traité pour l'Union européenne. Cette re-élaboration obligerait tous les candidats au poste que j'occupe à se manifester avant les élections européennes, nommés soit par le gouvernement

If I were President of the Commission

13

« If I were President... » is a well-known and often used phrase that marks the beginning of reveries for Greeks by which they introduce their own solutions to all problems under the sun, should they somehow get the decision making power.

This article, written upon the outcome of the extraordinary European Council of 15 July 1994, at which Mr. Jacques Santer was nominated to succeed Mr. Jacques Delors as President of the Commission, aims to remind Mr. Santer and the readers of this magazine of the priorities for the European construction as seen by the federalists.

If I were President of the Commission, I would be extremely ashamed, by the way I was appointed. I would be painfully aware that I got the job because I was « anodyne », harmful to none and representative of the lowest common denominator, a rule which still governs most intergovernmental decisions within the Union.

If I were President of the Commission, I would be outraged by the undemocratic ways my name was put forward as the names of others were withdrawn. I would feel angry to know that my name, my qualities and my history were discussed, assessed and belittled by faceless diplomats and national civil servants throughout the European Union and in cafeterias around the Berlaymont building of Brussels, while neither the citizens of Europe who voted last June in European elections nor their elected representatives in the European Parliament were aware of these deliberations.

If I were President of the Commission I would be deeply embarrassed to read in the press covering my appointment that in order to get elected I endorsed all the diverging views on the future of the European Union and supported « tout et le contraire de tout » to my different interlocutors, because I would know that such an attitude would only increase the mistrust of European citizens to the institutions of the EU.

If I were President of the European Commission, I would refuse to oblige any successor of mine to undergo the same debasement I suffered in order to get the job. I would therefore accept the nomination offered to me by the European Council on condition that the shameless, behind the screens, negotiations among governments would cease and would be replaced by an open, pre-electoral contest among candidates known to the electors, to the governments and to the EP.

If I were President of the Commission I would commit the European Council to agree, during the 1996 intergovernmental conference, to my reformulation of the relevant articles in the Treaty on European Union. This reformulation would



national soit par un groupe politique du PE; ils devraient proposer un programme d'action cohérent en tant que Président avant les élections européennes; et ils seraient confirmés dans leur position seulement si nommés par une majorité qualifiée du Conseil européen et votés par une majorité absolue au PE.

Si j'étais Président de la Commission, j'expliquerais aux membres peu disposés ou même opposants du Conseil européen que seulement cette procédure apporterait la démocratie dans les institutions de l'UE, transparence dans leur fonctionnement et confiance populaire en mes capacités. Je leur dirais que je refuse d'être considéré comme l'incompétent qui a obtenu le poste seulement après un processus d'élimination et que, pour sauvegarder la dignité du poste de Président ainsi que la dignité personnelle des titulaires présents et futurs, ils doivent accepter mes demandes.

Enfin, si j'étais Président de la Commission, je transformerais les raisons soulignées pour mon élection en beaucoup de défis pour mon action future. Je ne resterais pas le Président inactif et inefficace que quelques uns de mes Grands Electeurs voulaient que je fusse. Au contraire, je présenterais le plus tôt possible une liste complète d'actions que la Commission, sous ma direction, devrait entreprendre concernant toutes les questions majeures de l'Union : relance économique, relations avec l'Europe et le monde, démocratisation institutionnelle, citoyenneté, Charte des Droits de l'Homme et un plan d'exécution concret. Je ne resterais pas enfermé à Bruxelles, mais je commencerais et garderais un contact permanent avec mes électeurs partout en Europe.

Le dernier mais non le moindre, si j'étais un Président imaginaire de la Commission, je me rappellerais que dans ma jeunesse j'ai été membre des Jeunes Européens Fédéralistes de mon pays et je les appellerais tout de suite pour me faire part de leurs idées sur le futur de l'Europe - et peut-être j'en suivrais quelques-unes.

oblige all the candidates for my position to be made public before the Euro-elections, nominated either by a national government or a political group of the EP; they would have to come up with a coherent programme of their action as President before the euro-elections; and would be confirmed in their position when nominated by a qualified majority of the European Council and voted by an absolute majority of the EP.

If I were President of the Commission I would explain to the reluctant or even opposing members of the European Council that only this procedure would bring democracy within the institutions of the EU., transparency in their functioning and popular confidence in my capabilities. I would tell them that I refuse to be considered as the incompetent who got the job only after an elimination process and that, in order to preserve the dignity of the office of President as well as the personal dignity of current and future incumbents they must acquiesce in my demands.

Finally, if I were President of the Commission I would turn the underlying reasons for my election into as many challenges for my future action. I would not remain the inactive, ineffective President that some of my Grand Electors wanted me to be. Instead, I would present, as soon as possible, a comprehensive list of actions that, under my leadership, the Commission would undertake on all the major issues the Union is faced with - economic recovery, relations with Europe and the world, institutional democratisation, citizenship, Bill of Rights - with concrete timetables. I would not remain secluded in Brussels but start and maintain a permanent contact with my constituents throughout Europe.

Last, but not least, if I were an imaginative President of the Commission, I would remember that in my youth I had been member of the Young European Federalists in my country and would immediately call upon them to present me with their ideas on the future of Europe - and perhaps follow some of them.

Philippe Lebon

Crocodile : lettre aux Parlements d'Europe a été conçu pour faire connaître les points de vue des Intergroupes fédéralistes constitués au sein du Parlement européen, dans les Parlements nationaux, et dans les autres organes élus.

Crocodile représente aujourd'hui un instrument de communication et d'information indispensable pour les élus et les électeurs européens.



Il faut à l'Europe une nationalité européenne

Ce qui se passe en Serbie démontre la nécessité des Etats-Unis d'Europe. Qu'aux gouvernements désunis succèdent les peuples unis. Finissons-en avec les empires meurtriers. Muselons les fanatismes et les despotismes. Brisons les glaives valets des superstitions et les dogmes qui ont le sabre au poing. Plus de guerres, plus de massacres, plus de carnages: libre pensée, libre échange, fraternité. Est-ce donc si difficile, la paix ? La République d'Europe, la Fédération continentale, il n'y a pas d'autre réalité politique que celle-là. Les raisonnements le constatent, les événements aussi. Sur cette réalité, qui est une nécessité, tous les philosophes sont d'accord, et aujourd'hui les bourreaux joignent leur démonstration à la démonstration des philosophes. A sa façon, et précisément parce qu'elle est horrible, la sauvagerie témoigne pour la civilisation. Ce que les atrocités de Serbie mettent hors de doute, c'est qu'il faut à l'Europe une nationalité européenne, un gouvernement, un immense arbitrage fraternel, la démocratie en paix avec elle-même. En un mot, les Etats-Unis d'Europe, c'est là le but, c'est le port. Ceci n'était hier que la vérité; grâce aux bourreaux de la Serbie, c'est aujourd'hui l'évidence. Aux penseurs s'ajoutent les assassins. La preuve était faite par les génies, la voilà faite par les monstres. L'avenir est un Dieu traîné par des tigres.

Victor Hugo
(29 août 1876)

Europe needs a European Nationality

What is happening in Serbia demonstrates the need for a United States of Europe. Disunited governments must be succeeded by united people. Let us finish with murderous empires. Let us silence the fanatic and the despotic. Let us shear the broadswords, the servant of superstitions and let us break the dogmas which carry sword in hand. No more wars, no more massacres, no more carnage: free thought, free exchange, fraternity. Is peace so difficult after all? The Republic of Europe, the continental federation - that is the only political reality. Reason confirms this, so too do events. On this reality which is a necessity, philosophers are agreed. And today what has been demonstrated by philosophers is further demonstrated by the hangmen. In its way and precisely because it is so ghastly, butchery bears witness for civilisation. What the Serbian atrocities put beyond all doubt is that Europe needs a European nationality, one government and one government only, immense fraternal intercession and democracy at peace with itself. In one word, the European States of Europe. That is the goal. That is the haven. Yesterday this was but the bare truth. Today, thanks to the hangmen of Serbia, this truth is manifest. To the weight of thought is added the weight of murder. The proof was furnished by men of genius and now it is furnished by men of the devil. The future is a God pulled by tigers.

Victor Hugo
(29 August 1876)

VOTRE AVIS NOUS INTERESSE...

Crocodile, c'est également votre journal. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos commentaires, vos suggestions.



Veillez adresser votre courrier à Crocodile, rue Froissart 119, bte 23, B-1040 Bruxelles
Fax 32 - 2 - 284 91 28.

YOUR OPINION IS OF INTEREST TO US...

Crocodile is also your review. Please, do not hesitate to send us your comments and suggestions.



All letters should be sent to Crocodile, rue Froissart 119, bte 23, B-1040 Brussels
Fax 32 - 2 - 284 91 28.



Calendrier des activités européennes (octobre-décembre 1994)

Octobre

- 24 : Session plénière du PE, à Strasbourg
- 24 : Conseil agriculture, à Luxembourg
- 25 : Conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires communautaires, à Bonn
- 27 : Conseil jeunesse, à Luxembourg
- 28 : Colloque des Réalités européennes du Présent, à Bruxelles
- 31 : Conseil des ministres des affaires étrangères, consommateurs et marché intérieur, à Luxembourg

Novembre

- 3 : Commission institutionnelle du PE, à Bruxelles
- 7 : Sommet de la francophonie, à Biarritz
- 7 : Conseil ECOFIN, à Bruxelles
- 8 : Conseil industrie, à Bruxelles
- 10 : Conseil culture, à Bruxelles
- 10 : Workshop international sur « volontariat et jeunesse : l'Europe construite par les citoyens », à Bonn
- 11 : Conférence de la Fondation Jean Monnet, à Dorigny
- 12 : Conférence de la Fondation Pio Manzù, à Rimini
- 13 : Référendum sur l'Union européenne en Suède
- 14 : Conseil UEO à Noordwijk
- 14 : Session plénière du PE, à Strasbourg
- 14 : Conseil agriculture, à Bruxelles
- 15 : Session plénière du Comité des régions et des collectivités locales, à Bruxelles
- 15 : Première réunion de l'Institut Monétaire européen à Francfort
- 16 : Conseil budget, à Bruxelles
- 18 : Congrès du Parti Socialiste en France
- 18 : Conférence du Comité Economique et Social sur les professions libérales, à Bruxelles
- 20 : Elections locales en Italie
- 21 : Conseil transports, à Bruxelles
- 23 : Commission institutionnelle du PE, à Bruxelles
- 23 : Conseil pêche, à Bruxelles
- 25 : Conseil développement, à Bruxelles
- 27 : Référendum sur l'Union européenne en Norvège
- 28 : Conseil des Ministres des Affaires étrangères, à Bruxelles
- 29 : Commission institutionnelle du PE, à Bruxelles
- 29 : Conseil énergie, à Bruxelles
- 30 : Session plénière du PE, à Bruxelles
- 30 : Conseil justice et affaires intérieures, à Bruxelles
- 30 : Conférence du PE sur l'emploi, à Bruxelles

Décembre

- 1 : Conseil recherche, à Bruxelles
- 2 : Conseil ministériel de l'OTAN, à Bruxelles
- 5 : Conseil éducation et ECOFIN, à Bruxelles
- 5 : Réunion de la Commission Santer pour l'attribution des compétences
- 6 : Conseil affaires sociales, à Bruxelles
- 6 : Sommet de la CSCE, à Budapest
- 8 : Conseil marché intérieur, à Bruxelles
- 9 : Conseil européen, à Essen
- 12 : Session plénière du PE, à Strasbourg
- 12 : Conseil agriculture, à Bruxelles
- 15 : Conseil ECOFIN et environnement, à Bruxelles
- 15 : Conférence sur la coopération avec les pays de l'Est en matière de jeunesse, à Bonn
- 19 : Conseil des ministres des affaires étrangères et pêche, à Bruxelles
- 22 : Conseil santé, à Bruxelles

Agenda of European Activities (October-December 1994)

October

- 24 : Plenary Session of the EP, in Strasbourg
- 24 : Agriculture Council, in Luxembourg
- 25 : Conference of the parliamentary bodies specialised in community affairs, in Bonn
- 27 : Youth Council, in Luxembourg
- 28 : Colloquium of « Present European Realities », in Brussels
- 31 : Foreign Affairs, Consumers and Internal Market Councils, in Luxembourg

November

- 3 : Institutional Committee of the EP, in Brussels
- 7 : Summit of the French Speaking Countries
- 7 : ECOFIN Council, in Brussels
- 8 : Industry Council, in Brussels
- 10 : Culture Council, in Brussels
- 10 : International workshop on « Voluntary service and youth: Europe built by the citizens », in Bonn
- 11 : Conference of the Jean Monnet Foundation, in Dorigny
- 12 : Conference of the Pio Manzù Foundation, in Rimini
- 13 : Referendum on the European Union in Sweden
- 14 : WEU Council, in Noordwijk
- 14 : Plenary Session of the EP, in Strasbourg
- 14 : Agriculture Council, in Brussels
- 15 : Plenary Session of the Region and Local Authorities Committee, in Brussels
- 15 : First meeting of the European Monetary Institute, in Frankfurt
- 16 : Budget Council, in Brussels
- 18 : Socialist Party Congress in France
- 18 : Conference of the Social and Economic Committee on « liberal professions », in Brussels
- 20 : Local elections in Italy
- 21 : Transport Council, in Brussels
- 23 : Institutional Committee of the EP, in Brussels
- 23 : Fisheries Council, in Brussels
- 25 : Development Council, in Brussels
- 27 : Referendum on European Union in Norway
- 28 : Foreign Affairs Council, in Brussels
- 29 : Institutional Committee of the EP, in Brussels
- 29 : Energy Council, in Brussels
- 30 : Plenary Session of the EP, in Brussels
- 30 : Justice and Internal Affairs Councils, in Brussels
- 30 : EP Conference on Employment, in Brussels

December

- 1 : Research Council, in Brussels
- 2 : NATO Ministerial Council, in Brussels
- 5 : Education and ECOFIN Councils, in Brussels
- 5 : Santer Commission Meeting on portfolio allocations
- 6 : Social Affairs Council, in Brussels
- 6 : Summit of CSCE, in Budapest
- 8 : Internal Market Council, in Bruxelles
- 9 : European Council, in Essen
- 12 : Plenary Session of the EP, in Strasbourg
- 12 : Agriculture Council, in Brussels
- 15 : ECOFIN and Environment Councils, in Brussels
- 15 : Conference on cooperation with Eastern Countries on youth, in Bonn
- 19 : Foreign Affairs and Fisheries Councils, in Brussels
- 22 : Health Council, in Brussels

